

Zeitschrift:	Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat
Herausgeber:	Société de communication de l'habitat social
Band:	56 (1983)
Heft:	5
Artikel:	Crise de l'architecture algérienne
Autor:	Wolff, Jean-Pierre
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-128504

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Crise de l'architecture algérienne

L'auteur de cet article, Jean-Pierre Wolff, n'est pas inconnu de nos lecteurs. En 1980, dans le numéro de mai de notre revue, nous avons publié de lui une étude sur «Pouvoir local et urbanisation, étude comparée Toulouse—Lausanne». Tel était le thème de sa thèse de doctorat. Géographe de formation, Jean-Pierre Wolff est depuis trois ans maître-assistant, chargé de cours à l'Ecole polytechnique d'Alger, où il enseigne l'urbanisme. L'an dernier, dans le N° 6/1982, a paru un second article, intitulé: «Désintérêt du citadin pour les problèmes urbains? La ville rejetée». Aujourd'hui, il s'agit d'une réflexion sur la situation actuelle de l'architecture en Algérie. Cet article, assez bref, trace les grandes lignes du problème tel qu'il se pose. Son auteur nous promet une suite, qui sera consacrée à une présentation plus détaillée des réalisations de logements en Algérie depuis l'indépendance.

Le rédacteur.

1



L'histoire du Maghreb est riche en événements politiques qui se sont traduits par une culture, une société et une architecture bien spécifique. Si nous connaissons particulièrement la tradition urbaine de l'est et de l'ouest de l'Afrique du Nord, dues à des conditions politiques qui permirent d'ériger des Etats plus ou moins structurés, rayonnant à travers l'histoire, protégeant et développant une société urbaine; nous devons voir en quoi la spécificité du Maghreb central et de l'Algérie est demeurée intacte jusqu'à nos jours. Cette particularité algérienne se caractérise par un héritage architectural hétérogène et dépourvu d'ensembles urbains importants précoloniaux comparables à ceux qui sont situés au Maroc, en Tunisie et en Andalousie.

Notre propos s'articulera autour de trois points de réflexion permettant de saisir le passé et l'avenir de l'architecture algérienne.
— Comme nous l'avons souligné plus haut, l'Algérie n'a pas une architecture nationale, mais des architectures régionales riches et variées qu'il faut protéger et promouvoir en tant que patrimoine culturel relatif à son histoire.

— La réalité économique et politique impose des choix en matière architecturale et urbaine pour résorber l'exploitation démographique actuelle.

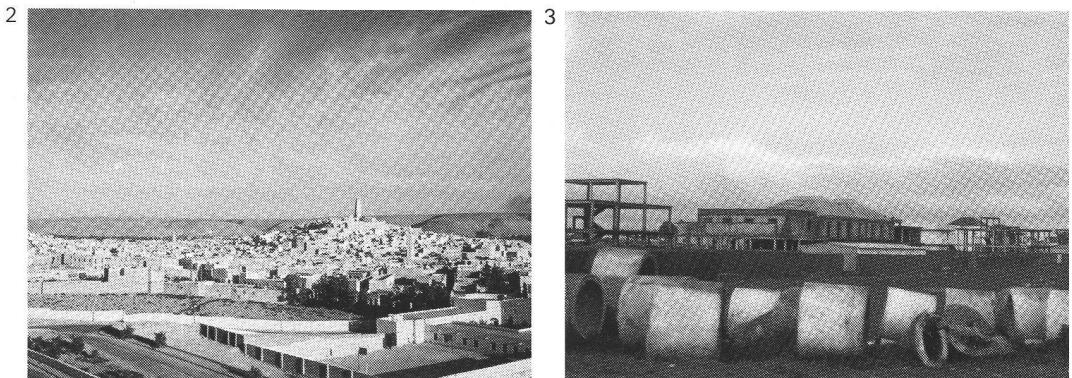
— Une contradiction essentielle résulte d'un passé urbain peu important avant la colonisation, des choix économiques et politiques contemporains qui ne peuvent pas répondre déjà aux besoins en logements de la population, et de la recherche d'une authenticité traditionnelle urbaine et architecturale.

Contrairement aux deux autres pays maghrébins, le passé urbain de l'Algérie est assez pauvre en ensembles monumentaux. Cette absence est due en partie à la non-existence

d'un Etat fort et stable au centre du Maghreb qui aurait contribué au développement de l'économie et de l'urbanisation. La période turque à imprimé sa marque à quelques ensembles, mais celle-ci n'a pas permis de rivaliser avec les cités des états voisins. L'architecture précoloniale est marquée par une diversité impressionnante résultant des savoirs traditionnels en matière d'adaptation de l'habitat et de ses fonctions aux conditions géo-économiques des différentes régions algériennes. Que ce soit l'architecture mozarabe ou kabyle, sans prendre en compte l'habitat mobile des nomades constitué d'une tente, nous sommes en présence d'un bio-habitat correspondant à des activités économiques et sociales particulières.

Cette architecture sans architecte a donné cette diversité de l'habitat algérien, qu'il soit urbain ou rural. La période coloniale, basée sur l'exploitation des ressources économiques au profit de la France, déstructura l'économie traditionnelle et une partie des modes de vie originels. Le fait urbain colonial a marqué profondément l'organisation spatiale du territoire, en bouleversant les structures urbaines et rurales existantes, en créant de nouvelles agglomérations à travers le pays et en fixant les grandes lignes du développement urbain de l'Algérie. L'architecture de cette époque traduit les goûts petits-bourgeois plein de prétention de la nouvelle classe dominante. Ce passé colonial qui façonne l'Algérie indépendante est encombrant pour certains et rassurant pour d'autres. Encombrant, car cet urbanisme colonial représente des moments historiques et idéologiques difficiles à oublier. Rassurant par le maillon qu'il constitue dans l'évolution contemporaine des connaissances en matière d'habitat moderne. L'architecture algérienne actuelle est partagée par une ambiguïté fondamentale lorsqu'elle analyse le legs colonial et ce qu'il peut représenter pour les uns et les autres.

Les réalités économiques de l'Algérie ont imposé au pays un développement industriel important afin de recouvrer une certaine indépendance matérielle nationale, laissant de côté l'agriculture. Cette prédominance du secteur secondaire a entraîné un accroissement démographique urbain sans précédent. D'autant plus significatif que les villes s'étaient vidées d'une grande partie de leur population lors du départ de la plupart des Européens en 1962. Il en résulta une ruralisation des villes qui pose toujours de nombreux problèmes aux



2. Ghardaïa, ville bien connue, en plein désert, dans le M'zab.

3. Constructions illicites (sans autorisation) aux abords d'Alger.

4. Deux réponses simultanées à la crise du logement: immeubles d'habitation récents et bidonvilles se côtoient.

5. Habitat traditionnel abandonné par suite de l'exode rural, dans la région des Aurès.

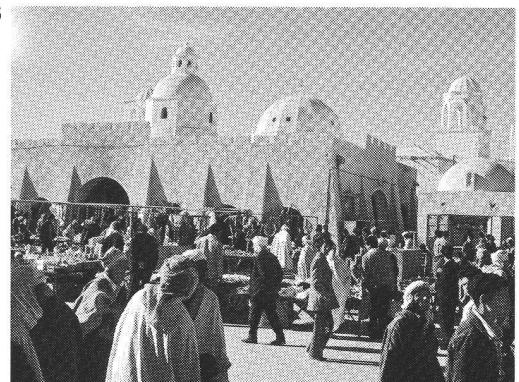
6. A El-Oued, les coupoles traditionnelles servent à protéger de la chaleur l'intérieur des demeures.

responsables urbains. Le processus démographique important marqué par un taux de croissance de 32% place l'Algérie dans le peloton de tête des pays les plus féconds de la planète. En l'an 2000 les estimations démographiques montrent que la population algérienne atteindra quarante millions, le double d'aujourd'hui.

Cet essor démographique considérable a et aura des incidences nombreuses sur le plan économique et en particulier en ce qui concerne le recouvrement des besoins généraux d'un nombre toujours plus élevé d'individus. Les moyens de productions devront offrir des emplois à cette population en âge de travailler, celle-ci aura besoin d'équipements divers — sanitaires, scolaires, socio-culturels, commerciaux... — pour satisfaire aux aspirations légitimes et élémentaires, et d'autre part il faudra loger cette population et si possible dans des conditions meilleures que celles qui règnent actuellement. Même s'il a été décidé de porter le nombre de logements construits par an à la barre des 100 000, celle-ci n'est pas près d'être atteinte et ne le sera pas dans l'immédiat car la reconstruction d'El Asnam exige des moyens matériels et humains considérables. Les urbanistes qui connaissent cette situation doivent influer de tout leur poids pour que les retards en matière de construction ne s'accroissent pas. Pour cela, une coordination plus efficace devrait s'instaurer au plus vite entre les différents intervenants qui ont leur mot à dire pour tenter de trouver une solution à cette crise du logement. L'architecte, qu'il soit algérien ou étranger, est un spécialiste occupant une position privilégiée mais qui exige l'intégration des recommandations d'autres intervenants dans une vision pluridisciplinaire des problèmes urbains, ce qui ne semble pas être le cas actuellement. Il n'est pas un artiste ou un spécialiste enfermé dans sa tour d'ivoire, il doit prendre en considération les besoins pressants de son pays et

les possibilités économiques générales qu'il s'agit de gérer au mieux.

De la comparaison des deux points développés ci-dessus, il résulte une contradiction qu'il faut avoir le courage de trancher. L'architecte est-il un agent social et économique de son pays chargé de résoudre une crise aiguë du logement ou doit-il, par la recherche d'une identité architecturale puisant ses sources dans la tradition, se couper de l'attente de son



pays? Ce débat ne peut se clore en mettant dos à dos les tenants et les opposants à tel ou tel type d'architecture véhiculant des idéologies fragmentaires et contradictoires à la fois. Le retour à la tradition est un mythe pour certains, qui peut totalement les détourner de leurs responsabilités les plus pressantes qui est de loger un nombre croissant d'Algériens. D'autre part, les tenants du développement économique du pays ne doivent tenter de construire autre chose que des cages à lapin mornes et peu épanouissantes pour leurs locataires. Toutefois, se pencher sur les styles locaux ou régionaux peut être le garant d'une expérience socio-culturelle développant un mieux-vivre que dans les immeubles impersonnels ou les bidonvilles paupérisés greffés sur le corps urbain. On peut se poser une multitude de questions au sujet de cette dichotomie entre architecture traditionnelle et moderne, mais l'imperatif que tout aménageur ne doit pas perdre de vue est cette crise du logement qu'il faut essayer de juguler dans les meilleures conditions possibles.

Parallèlement à cette carence dramatique en habitation, il faudrait aussi agir sur les autres éléments du développement économique et en particulier sur une cause structurelle de déséquilibre qu'est la situation démographique. Ce n'est qu'à ce prix que les conditions socio-économiques s'amélioreront, permettant en outre de donner un début de réponse à la crise du logement, de l'urbanisation et de l'architecture en Algérie. *Jean-Pierre Wolff.*

